

**Jean-Maurice MAJOU AUDIT**

Société de Commissariat aux Comptes  
inscrite à la Compagnie des Commissaires  
aux Comptes de Rennes

4, rue du Coëdo

56550 LOCOAL-MENDON

Tél. : 02 97 24 52 12

Port. : 06 08 41 46 54

06 87 68 30 73

Fax : 02 97 24 52 67

E-mail : jean-maurice.majou@wanadoo.fr



## **ASSOCIATION OFFICE DE TOURISME COUESNON MARCHES DE BRETAGNE**

### **Rapport du Commissaire aux Comptes Sur les comptes annuels au 31 décembre 2024**

30 mars 2025

Ce rapport contient 17 pages



# **ASSOCIATION OFFICE DE TOURISME COUESNON MARCHES DE BRETAGNE**

Siège social : 2, place l'Hôtel de Ville - 35560 BAZOUGES LA PEROUSE

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION OFFICE DE TOURISME COUESNON MARCHE DE BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé au point 6 de la rubrique « Autres points significatifs » concernant une procédure prud'homale intentée par une salariée licenciée en novembre 2022 pour inaptitude.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la subvention reçue de la communauté de communes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Locoal-Mendon,  
Le 30 mars 2025

**Pour la SAS Jean-Maurice MAJOU AUDIT**  
**Commissaire aux comptes**

  
**Jean-Maurice MAJOU,**  
**Commissaire aux Comptes**

## ■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	2 880	2 880		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	1 059	633	426	927
Immobilisations financières				
Total I	4 538	3 713	426	927
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	99 861		99 861	92 945
Total II	99 861		99 861	92 945
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>104 399</b>	<b>3 713</b>	<b>100 687</b>	<b>93 873</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

### Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents  
autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

## ■ Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	18 438	18 438
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	50 477	43 129
Excédent ou déficit de l'exercice	6 569	7 348
Situation nette (sous-total)	75 515	68 916
Total I	75 515	68 916
<b>FONDS REPORTES ET DÉDIÉS</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
<b>DETTES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 970	4 840
Dettes fiscales et sociales	21 202	20 116
Total IV	25 172	24 957
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>100 687</b>	<b>93 873</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	25 172	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes



## ■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cessions	3 605	3 230
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	5 080	9 289
Produits de tiers financiers		
Concours publics et subventions d'exploitation	186 182	179 730
Autres produits	35	4
Total I	196 883	192 252
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	1 965	2 745
Autres achats et charges externes	69 010	68 585
Impôts, taxes et versements assimilés	931	1 203
Salaires et traitements	94 927	94 019
Charges sociales	25 800	24 010
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	101	85
Autres charges	90	54
Total II	192 645	190 690
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>4 238</b>	<b>1 462</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	2 361	2 193
Total III	2 361	2 193
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>2 361</b>	<b>2 193</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

## ■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>6 599</b>	<b>3 655</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		<b>4 748</b>
Total V	Visé par Jean-Maurice MAJOU Commissaire aux Comptes	<b>4 748</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		<b>1 055</b>
Total VI		<b>1 055</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>3 693</b>
Total des produits (I+III+V)	<b>199 244</b>	<b>199 194</b>
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	<b>192 645</b>	<b>195 540</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>6 599</b>	<b>7 349</b>



## Annexe légale

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

## ■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : OFFICE TOURISME COUESNON MARCHES DE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 100 687 euros  
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 6 599 euros.  
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 01/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Objet social :

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

L'office de Tourisme, service d'intérêt public, a pour but d'étudier et de réaliser les mesures tendant à accroître l'activité touristique et assume les missions définies par convention d'objectifs avec l'EPCI "Couesnon - Marches de Bretagne".

L'office de Tourisme assure les missions d'accueil et d'information des touristes et résidents, la promotion touristique et l'organisation de manifestations à vocation touristique.

Il contribue à coordonner les interventions des divers acteurs du développement touristique local.

Il peut être chargé de tout ou partie de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique du tourisme local et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs.

L'Office de Tourisme Couesnon Marches de Bretagne peut être autorisé à commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues à la loi n°92-645 du 13 juillet 1992.

L'Office de tourisme Couesnon Marches de Bretagne s'interdit toute discrimination, veille au respect de ce principe et garantit la liberté de conscience pour chacun de ses membres.

Description des missions :

- Accueil et Informations des touristes.
- Promotion touristiques du territoire, en coordination avec le comité Départemental du Tourisme et le Comité régional du Tourisme.
- Participation avec les différents partenaires à la coordination de l'offre sur le territoire.
- Montage et commercialisation à moyen terme de produits touristiques selon les termes du livre II, titre 1er de la partie législative du code du Tourisme.

## ■ Règles et méthodes comptables

- Mise en oeuvre de toutes les autres prestations de services liées à son activité.
- Vente de biens "produits boutique".
- Réalisation d'actions afin de tendre vers une démarche qualité.
- Participation aux côtés de COUESNON MARCHES DE BRETAGNE à l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de développement touristique locale.
- Mise en oeuvre d'un observatoire des données touristiques en partenariat avec les organismes assurant déjà cette mission sur le territoire de COUESNON MARCHES DE BRETAGNE.
- Consultation sur les projets d'équipements collectifs touristiques.
- Mise en oeuvre de l'animation touristique du territoire et une aide pour la réalisation de certaines animations organisées sur le territoire par des associations locales.

Moyens promotionnels et communicationnels mis en oeuvre :

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

- Création d'une nouvelle identité visuelle pour l'ensemble des supports de l'OTI, en lien avec le code de marque de COUESNON MARCHES DE BRETAGNE ; intégration des codes de marque des partenaires.
- Inscription dans des stratégies marketing, plans d'actions des partenaires sociaux des réseaux touristiques et de la "Destination Rennes et les Portes de Bretagne" afin de renforcer la visibilité des actions menées et limiter le coût des opérations entreprises.
- Communiquer et promouvoir les animations et événements communaux et ceux d'intérêt communautaire
- Relayer les animations ou manifestations nationales ou régionales à l'échelle du territoire (ex : Journées Européennes du Patrimoine, fêtes de la nature, etc).
- Participation au groupe de travail "promotion / communication" de la "Destination Rennes et les Portes de Bretagne".
- Inventorier les médias thématiques numériques correspondant aux offres du territoire et les alimenter en continu (ex. sites web dédiés aux aires de pique-nique, aux activités pour enfants, etc.).

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## ■ Règles et méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## ■ Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

1) Des frais engagés par les bénévoles de l'Association à hauteur de 4200 € ont été comptabilisés dans les charges en "Voyages et déplacements".

2) Rémunération allouée aux dirigeants. la divulgation de cette rémunération conduirait à donner une information nominative, nous n'en faisons par conséquent pas mention.

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

3) Contributions volontaires en nature :

- Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.
- A défaut de renseignements fiables, l'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature. Les contributions volontaires en nature concernent essentiellement les heures de bénévolat réalisés par les élus dans les instances. Ces contributions ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

4) Les cotisations des adhérents ont représenté 3605 €.

5) Subventions perçues par la Communauté de Communes :

- Pour charges de fonctionnement : 162 460 €
- Pour affectation taxe de séjour : 18 332 €
- Dans le cadre de la convention de participation à l'installation d'un point relais Maison de l'Europe : 4 390 €

6) L'association a licencié le 8 novembre 2022 une salariée pour inaptitude au poste de travail. Elle a été assignée le 2 novembre 2023 (saisine du 4 septembre 2023) devant le tribunal des prud'hommes pour licenciement sans cause réelle et sérieuse par ladite salariée. Aucun jugement n'a été rendu à la date d'arrêté des comptes et il n'était pas possible d'estimer le risque encouru. En conséquence la direction a décidé de ne pas comptabiliser de provision pour risque. Le montant global demandé par la salariée est de 69 272,92 €.

## ■ Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 880			2 880
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 880</b>			<b>2 880</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 659			1 659
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 659</b>			<b>1 659</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>4 539</b>			<b>4 539</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes



## ■ Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 800			2 800
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 800</b>			<b>2 800</b>
- Terrain				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage Industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	731	101		833
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>731</b>	<b>101</b>		<b>833</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>3 611</b>	<b>101</b>		<b>3 713</b>

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

## ■ Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 25 172 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (**)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an ou maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 970	3 970		
Dettes fiscales et sociales	21 202	21 202		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>25 172</b>	<b>25 172</b>		

Visé par Jean-Maurice MAJOU  
Commissaire aux Comptes

(\*) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
(\*) Emprunts remboursés sur l'exercice  
(\*\*) Dont envers les associés

#### Charges à payer

	Montant
Frais serv. - fact. non parvenues	
Dettes prov. s/ congés payés	8 500
Charges sociales s/ congés payés	
Formation AFDA5 - charges à payer	
<b>Total</b>	<b>15 672</b>

**Jean-Maurice MAJOU AUDIT**

Société de Commissariat aux Comptes  
inscrite à la Compagnie des Commissaires  
aux Comptes de Rennes

4, rue du Coëdo  
56550 LOCOAL-MENDON

Tél. : 02 97 24 52 12

Port. : 06 08 41 46 54

06 87 68 30 73

Fax : 02 97 24 52 67

E-mail : jean-maurice.majou@wanadoo.fr



**ASSOCIATION OFFICE TOURISME  
COUESNON MARCHE DE BRETAGNE**

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes**

Comptes annuels

Exercices clos le 31 décembre 2024

30 mars 2025  
Ce rapport contient 2 pages

# **ASSOCIATION OFFICE DE TOURISME COUESNON MARCHES DE BRETAGNE**

Siège social : 2, place l'Hôtel de Ville - 35560 BAZOUGES LA PEROUSE

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

### **CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

#### **Convention d'objectifs et de moyens passée avec la Communauté de Communes Couesnon Marches de Bretagne**

**Objet** : Promotion du tourisme sur le territoire de la communauté de communes.

**Personnes intéressées** : Les 6 Représentants de la communauté de communes qui siègent de droit au conseil d'administration de l'association .

**Montant** : La communauté de communes a versé la somme de 162 460,00 € au titre de la convention 2024.

A Locoal-Mendon,  
Le 30/03/2025

**Pour la SAS Jean-Maurice MAJOU AUDIT**  
**Commissaire aux comptes**

  
**Jean-Maurice MAJOU,**  
**Commissaire aux Comptes**